

LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS LE SECTEUR DE LUFU AU KONGO CENTRAL

ANALYSE ET PERSPECTIVES

MUMPASI Jacqueline
Chercheuse (en DEA) à
l'UCC en économie et
développement
jackiemumpasi5@
gmail

1. Introduction

L'accès à une nourriture suffisante en termes de qualité et de quantité est une condition indispensable au développement d'une nation. Et garantir cet accès détermine le degré d'indépendance économique de cette nation. C'est en ces termes que se résume la « sécurité alimentaire » ; une question qui préoccupe la communauté internationale depuis les années 1948, lors de la ratification de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. Plus tard, en 1974, le Conseil Alimentaire Mondial reprit le thème et déclara que : « Chaque homme, femme et enfant a le droit inaliénable d'avoir à manger et ne doit pas souffrir de malnutrition afin de se développer pleinement et de conserver ses facultés physiques et mentales »¹.

En effet, dans son rapport sur la sécurité alimentaire, la FAO souligne que « la sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active »². C'est donc une problématique aussi sensible qu'essentielle pour la bonne marche d'une société, voire pour la survie de la race humaine. Sa garantie assure la stabilité socio-économique, tandis que son absence met la société en péril sur plusieurs plans.

Depuis le sommet Mondial de l'Alimentation tenu à Rome en 1996, les dirigeants du monde (environ 150 gouvernements y ont pris part) s'étaient engagés à

1. <https://www.fao.org/4/AA039F/aa039f05.htm>. Consulté le 25/04/2024 à 14h.
2. FAO, Plan d'Action du Sommet Mondial de l'Alimentation, dans www.fao.org/docrep, Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale, Consulté le 25/04/2024 à 14h.

réduire pour l'an 2015, à 400 millions le nombre de personnes souffrant de la faim³. Malheureusement, le constat fait est que le nombre de personnes touchées par la faim dans le monde continue d'augmenter.

Cette tendance qui a débuté en 2014, s'est poursuivie en 2019 jusqu'en 2021. Puis, elle s'est maintenue à peu près au même niveau pendant trois années consécutives, et touchait encore 9,1 pour cent de la population en 2023 (contre 7,5 pour cent en 2019).⁴ Les raisons de l'augmentation observée ces dernières années sont multiples. Une grande partie de cette augmentation est due au nombre accru de conflits et intensifiée par des catastrophes naturelles, les ralentissements et fléchissements économiques sans oublier la persistance des inégalités. C'est donc un défi colossal que représente le deuxième Objectif de Développement Durable « élimination de la faim d'ici à 2030 ».⁵

L'Afrique sub-saharienne, dont la République démocratique du Congo (RDC) fait partie, est l'une des régions les plus affectées par l'insécurité alimentaire. En plus des causes citées ci-haut, elle connaît un écart notable entre production alimentaire et croissance démographique⁶. A cette réalité s'ajoute l'exode rural. Et, avec l'avènement de la pandémie de COVID-19, la situation de la sécurité alimentaire, qui était déjà précaire, s'est dégradée davantage. Les mesures prises pour stopper la propagation de la pandémie de COVID-19 ont eu un impact significatif sur la sécurité alimentaire des ménages à travers le pays⁷.

La RDC est dotée d'immenses potentialités agropastorales, halieutiques, minières, forestières et hydro-électrique. Cependant, malgré les efforts engagés par le gouvernement et ses partenaires dans la lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition, un nouveau cycle d'analyse intégrée de l'insécurité alimentaire chronique (IAC) en RDC au mois de novembre 2023 estime que la situation de l'insécurité alimentaire chronique est préoccupante sur l'ensemble du territoire national avec 40% de la population classée au niveau modérée (Niveau 3) et sévère (Niveau 4). Des niveaux élevés de l'insécurité alimentaire chronique persistent.⁸

Le Kongo Central, notre cadre d'analyse, est une province de la RDC. Elle

3. Idem.

4. FAO, FIDA, OMS, PAM et UNICEF, Résumé de L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde – Des financements pour éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et toutes les formes de malnutrition. Rome, FAO, 2024, p.11.

5. Idem.

6. Caspar SCHWEIGMAN, « *La sécurité alimentaire : opportunité et responsabilité Ou: illusion de l'Acteur Exclusif* », dans CDS de University of Groningen (2003), Research Report No. 19a, pp. 1-29

7. Après la confirmation de la pandémie dans le pays, le président Félix Tshisekedi avait pris une ordonnance qui avait proclamé l'état d'urgence sanitaire et avait adopté une série de mesures notamment la restriction de certaines libertés, dont la liberté d'aller et venir, de réunion et d'entreprendre etc.

8. GTT-IPC RDC, *Analyse IPC de l'insécurité alimentaire chronique en République Démocratique du Congo*, Kinshasa, GTT-IPC, 2024, p.13

regorge de ressources naturelles très importantes : océan, fleuve, rivières, forêts, une grande superficie idéale pour des activités agropastorales, hydrogène, pétrole, gaz naturel, etc. Cependant, faisant partie de la RDC, elle n'est pas épargnée par cette situation d'insécurité alimentaire. La majorité de sa population ne profite pas de ces richesses ; près de 70% vit en dessous du seuil de pauvreté⁹. Cela est dû entre autres à la sous-exploitation des terres arables, la baisse de la production agricole locale, etc. C'est pourquoi, cette production n'arrive pas à satisfaire les besoins alimentaires de la province, moins encore ceux de la ville de Kinshasa qui est pour elle une grande opportunité de liquidation des produits agricoles.¹⁰

Dans un tel contexte de crise, l'alimentation prend une connotation essentiellement plus quantitative que qualitative. En effet, les ménages se tournent souvent vers les produits les moins coûteux et d'apport calorique élevé au détriment d'aliments riches en protéines, ce qui aboutit à des régimes déséquilibrés. Ce déséquilibre est accentué par un afflux de produits importés, souvent de qualité nutritionnelle douteuse, mais à des prix très concurrentiels et répondant à de nouvelles pratiques alimentaires des consommateurs¹¹. C'est le cas du secteur de Lufu, dans le territoire de Seke Banza (Kongo central/RD Congo); un secteur dont la qualité du sol est favorable à l'agriculture, et dont la situation géographique est très stratégique, puisque situé entre deux grandes villes, à savoir, Matadi et Boma.

Compte tenu de ce qui précède, ce travail souhaite analyser la situation de la sécurité alimentaire dans le secteur de Lufu et proposer quelques pistes d'orientations qui peuvent éradiquer l'insécurité alimentaire dans cette partie de la RDC. Cette recherche part d'un triple questionnement, à savoir : Quel est l'état de la sécurité alimentaire dans le secteur de Lufu au Kongo Central ? quelles en sont les causes et les conséquences ? Et comment lutter contre cette insécurité alimentaire ? Pour ce faire, nous y avons mené une enquête sur 200 ménages, dans une période allant de Mai 2024 à Novembre 2024.

2. Cadre théorique

2.1. La sécurité alimentaire

C'est vers les années 1970 qu'est apparu le concept de « sécurité alimentaire », selon le Comité de la sécurité alimentaire mondiale. Ce

9. FORCE PAYSANNE DU KONGO-CENTRAL dans <https://www.sosfaim.be/partner/fopako>. Consulté le 07/03/2024 à 22h.

10. Banque Mondiale, Rapport sur la situation économique récente dans la province du Kongo central. Enjeux de la modernisation d'une province à fort potentiel énergétique face à la qualité de vie de sa population, Kinshasa, Banque Mondiale, 2016, p. 20

11. Damien MUTEBA, *Caractérisation des modes de consommation alimentaire des ménages à Kinshasa : Analyse des interrelations entre modes de vie et habitudes alimentaires*, Bruxelles, Académie universitaire Wallonie Europe, université de Liège-Gembloux agro-bio tech., 2014, p. 3.

fut dans un contexte de flambée des prix des céréales sur les marchés internationaux liée à une succession de mauvaises récoltes et de diminution des stocks. A cette époque, de nombreuses régions du monde souffraient d'insuffisance de production alimentaire pour nourrir leur population et étaient particulièrement vulnérables aux accidents climatiques (sécheresse, inondations) ou aux attaques des prédateurs.¹²

Depuis lors, de nombreux travaux, en particulier ceux d'Amartya SEN, ont montré qu'il ne suffit pas de produire abondamment de la nourriture dans un pays ou une région pour vaincre la faim, mais il faut qu'il y ait aussi accès à l'alimentation. C'est ainsi qu'a été mise en avant, au cours des années 80, la notion d'accès à l'alimentation comme déterminant majeur de la sécurité alimentaire.¹³

Dès 1986, la définition de la sécurité alimentaire proposée par la Banque Mondiale dans son rapport intitulé « La pauvreté et la faim », place en priorité la question de l'accès et donc de la pauvreté dans la définition. Pour la Banque Mondiale, la sécurité alimentaire signifie : « Accès par chaque individu, à tout instant, à des ressources alimentaires permettant de mener une vie saine et active ». Cette définition sera reprise et enrichie lors du Sommet Mondial de l'Alimentation de 1996 tenu à Rome et restera quasi inchangée depuis.¹⁴

La sécurité alimentaire est un concept qui recouvre quatre dimensions principales : la disponibilité, l'accessibilité, la stabilité et l'utilisation.¹⁵ Ces outils sont des instruments de base pour évaluer cette sécurité alimentaire. Aucune de ces dimensions ne doit être négligée, car chacune joue un rôle particulier dans l'évaluation de la sécurité alimentaire.

La disponibilité

D'après la FAO, la disponibilité alimentaire porte sur le « côté de l'offre » de la sécurité alimentaire et est déterminée par le niveau de production alimentaire, les niveaux de provisions, et le commerce net¹⁶. Elle est fonction de trois facteurs : la production intérieure ou domestique, la capacité d'importation pouvant couvrir les éléments manquants dans la production intérieure et l'aide alimentaire urgente ou structurelle au cas où il y a apparition d'un phénomène catastrophique brusque qui peut affecter la

12. Historique de la sécurité alimentaire dans <https://fr.m.wikipedia/wiki/sécurité-alimentaire>, consulté le 3 Avril 2024 à 17h.

13. Caspar SCHWEIGMAN, « *La sécurité alimentaire : opportunité et responsabilité Ou: illusion de l'Acteur Exclusif* », dans CDS de University of Groningen (2003), Research Report No. 19a, pp. 1-29.

14. Banque Mondiale dans [https://www.banquemondiale.org/fr/topic/agriculture/brief/food-security-update/what security#:~:text=Selon%20la%20d%C3%A9finition%20qui%20en,satisfaire%20leurs%20besoins%20%C3%A9nerg%C3%A9tiques%20et](https://www.banquemondiale.org/fr/topic/agriculture/brief/food-security-update/what%20security#:~:text=Selon%20la%20d%C3%A9finition%20qui%20en,satisfaire%20leurs%20besoins%20%C3%A9nerg%C3%A9tiques%20et). consulté le 3 Avril 2024 à 17h30.

15. CE-FAO, *Sécurité alimentaire : l'information pour l'action*, Rome, FAO, 2008, p.1.

16. Idem.

sécurité alimentaire.¹⁷

L'accès

L'accès de toute personne aux ressources comprend les ressources monétaires et les droits d'accès nécessaires pour produire comme pour consommer les aliments. Il implique des revenus décents, des marchés stables, des prix accessibles aux populations locales et un pouvoir d'achat suffisant, permettant aux ménages de subvenir à leurs besoins alimentaires.¹⁸

Par ailleurs, la prise en compte de la dimension « accès » dans l'équation de la sécurité alimentaire a été plus influencée par Sen. L'accès pour tous à l'alimentation ou le droit à la nourriture dépend principalement du pouvoir d'achat ou du pouvoir de consommation directe, des facteurs institutionnels, des facteurs socioculturels tels que les habitudes alimentaires et le niveau de l'éducation.

L'utilisation

L'utilisation porte sur la façon dont le corps optimise les différents nutriments présents dans les aliments. De bonnes pratiques de soins et d'alimentation, de préparation des aliments, de diversité du régime alimentaire, et de distribution des aliments à l'intérieur du ménage ont pour résultat un apport adéquat d'énergie et de nutriments. Ceci s'ajoute à une bonne utilisation biologique des aliments consommés, et détermine l'état nutritionnel des individus. Les chiffres moyens sont généralement situés entre 2100 et 2500 kcal, soit une moyenne de 2300 kcal et de 78 g de protéines par personne et par jour.¹⁹

La stabilité

Pour parvenir à la sécurité alimentaire d'une population, d'un ménage ou d'une personne, il doit y avoir un accès permanent à une nourriture adéquate et aux ressources monétaires. L'accès à la nourriture ne doit être menacé ni par l'émergence de chocs soudains, par exemple, une crise économique, ni par des événements cycliques, par exemple, une insécurité alimentaire saisonnière.²⁰

Aussi convient-il d'organiser un bon circuit de commercialisation, notamment en ce qui concerne les infrastructures et les moyens pouvant faciliter la libre circulation des produits vivriers, une politique de stockage

17. Idem.

18. Jean-Marc TOUZARD et L. TEMPLE, « Sécurisation alimentaire et innovations dans l'agriculture et l'agroalimentaire : vers un nouvel agenda de recherche ? », dans Cahier Agriculture (2012), n° 21, pp. 293-301.

19. Richard RUDY, « Nutrition du sportif, apports macronutritionnels en fonction des disciplines », dans Nutrition Clinique et Métabolisme, (Décembre 2014), n° 28, pp. 272-278.

20. www.lafaimexpliquee.org/la-faim-expliquee/la-securite-alimentaire.html. Consulté le 16/11/2024 à 16h 00.

et une intégration commerciale régionale avec les pays voisins pour stabiliser les marchés. La stabilité implique la maîtrise de l'émergence des événements cycliques qui peuvent déstabiliser la sécurité alimentaire d'une population.

2.2. L'insécurité alimentaire

L'insécurité alimentaire correspond au fait de ne pas avoir accès de manière régulière à des aliments sains et nutritifs en quantité suffisante. Une alimentation normale permet au corps de se développer normalement et de mener une vie active. En situation d'insécurité alimentaire, la nourriture n'est pas disponible, soit parce qu'elle manque, soit parce qu'elle est difficile d'accès.²¹

Selon Virginie BRIAND, le niveau de revenu élevé d'un ménage ne lui garantit pas un accès quantitativement et qualitativement sécurisé aux denrées alimentaires.²² Autrement dit, l'insécurité alimentaire est due non seulement au revenu qui est en deçà du seuil requis, mais aussi à d'autres éléments qu'il faut prendre en compte, par exemple la chaîne d'approvisionnement.

2.3. La sécurité nutritionnelle

Le concept de sécurité nutritionnelle va au-delà de la simple suffisance alimentaire. Il met l'accent sur la qualité et la diversité des aliments et englobe d'autres objectifs précis comme la disponibilité de services de santé et la connaissance par la population des pratiques nécessaires à une bonne santé des membres du foyer, indispensables au plein développement de leur potentiel.

2.4. Pauvreté et sécurité alimentaire

Selon Blandine Destremau et Pierre Salama, la pauvreté est comme une absence d'un niveau suffisant de droits fondamentaux incluant les droits d'accès à des biens essentiels.²³ La pauvreté est l'insuffisance non seulement des ressources matérielles (nourriture, accès à l'eau potable, vêtements, logement...), mais également de l'éducation, de l'exercice d'une activité valorisante, du respect provenant des autres citoyens. Elle est le déterminant principal de l'insécurité alimentaire, c'est-à-dire, l'absence d'accès régulier à une alimentation adéquate. C'est ce qui est à l'origine des phénomènes de famine et de malnutrition.

21. <https://ccfd-teresolidaire.org/tag/insecurite-alimentaire/>. Consulté le 14 Avril 2024.

22. V. BRIAND, *Manger au quotidien-la vulnérabilité des familles urbaines en Afrique*, Paris, IRD et Karthala, 2007, p. 6.

23. Blandine Destremau et Pierre Salama dans <https://shs.cairn.info/mesures-et-dem mesure-de-la-pauvrete--9782130525738-page-69?lang=fr>. Consulté le 16/11/2024 à 17h 14.

3. Présentation du cadre d'analyse

Le secteur de Lufu se trouve dans le territoire de Seke Banza au Kongo Central (en RDC). Il tire son nom de la rivière Lufu dont la source est dans le secteur de Bundi dans le territoire de Seke Banza. La rivière Lufu passe par la commune de Kinzau-Mvuete, traverse toute l'étendue du secteur actuel de Lufu et rejoint l'agglomération de Lukimba avant de se jeter dans le fleuve Congo par l'endroit communément appelé Libongo.

Parlant de la population de Lufu, avant l'époque coloniale, cette population était homogène, c'est-à-dire issue de la seule tribu Bamboma. Cette dernière occupait de manière dispersée toute l'étendue avec une faible densité et ne vivait que de la culture, la pêche, l'élevage et la cueillette des fruits. Lorsqu'on a réhabilité la route de Tshela-Kinshasa, et suite à la création des centres commerciaux le long de la route nationale N°1, d'autres tribus et clans commençaient à sortir et à s'installer dans les grandes agglomérations, notamment Nsanda, Lukimba, Kuakua et Boko 2. Ces agglomérations demeurent fort viables aujourd'hui.²⁴

Le secteur de Lufu a une superficie de 960 Km² et une population estimée à 67.870 habitants. Il est limité au Nord par le Secteur d'Isangila, au Sud par la ville de Matadi (Fleuve Congo) à Est par Nsona Mpangu (Fleuve Congo) et à l'Ouest par le Secteur de Boma Bungo. Il a un climat tropical avec deux saisons : pluvieuse et sèche avec un sol généralement argileux.

Nous avons choisi le secteur de Lufu comme notre cadre d'analyse à cause de ses avantages et opportunités. Un secteur électrifié, situé sur la route nationale de Boma-Matadi, et au carrefour de Boma-Matadi et Inga mais dont le taux d'insécurité alimentaire et la malnutrition sont élevés.

Ainsi, nous estimons important de présenter la matrice SWOT de ce secteur, pour mieux identifier ses forces et faiblesses ainsi que ses opportunités et menaces en vue d'une bonne orientation de nouvelles stratégies de développement.

La matrice SWOT du secteur de Lufu

FORCES	FAIBLESSES
La main d'œuvre familiale ; Le système de métayage ;	Esprit conservateur ; Ignorance dans le calcul du coût de production ;

24. Secrétariat du Secteur de Lufu.

Savoir traditionnel pour la protection des cultures ; Connaissance des cultures qu'ils exploitent ; Disponibilité de l'espace agricole ; Présence de plusieurs rivières ;	Manque de lieux de stockage des produits alimentaires ; Difficulté d'accès à l'espace agricole ; Culture de subsistance avec des techniques archaïques ; Tabous alimentaires ; Ignorance de certains aliments Manque d'association et de travail en synergie.
OPPORTUNITES	MENACES
Position géographique (il est situé sur la route nationale numéro un, sur l'axe Matadi-Boma, au carrefour de la route d'Inga) ; Proximité avec l'INERA (Institut Nationale pour l'Etude et la Recherche Agronomiques) ; Proximité avec les villes de Matadi et Inga ; Disponibilité de l'électricité Disponibilité de la clientèle.	Imposition des prix de vente par les acheteurs ; Peu de pluies, tendance à la sécheresse ; Pauvreté du sol ; Tracasseries de la part des propriétaires du sol ; Cas de vol ; Dégradation de l'état des routes de desserte agricole.

Source : Matrice élaborée par nous-même sur base de notre expérience (ayant vécu dans ce milieu pendant 10 ans) et sur base des informations reçues.

3. Présentation des résultats d'enquête

3.1. Approche méthodologique

L'enquête a été menée sur un échantillon de 200 ménages, dans une période allant de Mai 2024 à Novembre 2024 ; avec la méthode « d'échantillonnage par quotas ».²⁵ Cette pratique d'échantillonnage est non aléatoire. Elle permet de s'assurer de la représentativité d'un échantillon par l'introduction d'une structure semblable à la population de base. Elle se fonde sur différents critères comme : le sexe ; l'âge ; la profession ; la région d'appartenance, etc.²⁶

25. <https://www.greelane.com/fr/science-technologie-math%C3%A9matiques/sciences-sociales/quota-sampling-3026728/?form=MG0AV3&form=MG0AV3>.

26. Comprendre et utiliser la méthode des quotas pour l'échantillonnage dans (inkidata.fr).

Pour cette recherche, les critères suivants ont été retenus : sexe du responsable du ménage, taille du ménage et profession du responsable du ménage. Le questionnaire d'enquête était élaboré en français et composé de questions fermées et ouvertes. Il comprenait 30 questions réparties en 3 variables ou caractéristiques : la taille du ménage, le niveau d'étude des personnes enquêtées et les caractéristiques liées aux piliers de la sécurité alimentaire.

3.2. Etat de la sécurité alimentaire dans le secteur de Lufu

Ce point présente la situation de la sécurité alimentaire du secteur de Lufu sur base des données récoltées. Il tient compte des indicateurs importants qui contribuent à l'analyse de la sécurité alimentaire, entre autres : la taille des ménages, le niveau d'étude du chef de ménage, la disponibilité, l'accessibilité, la stabilité et l'utilisation des denrées alimentaires dans ce secteur de Lufu.

Taille des ménages

En ce qui concerne la taille des ménages, l'enquête a révélé que : 10% des ménages ont un effectif compris entre 2-4 personnes, 45% entre 5-6 personnes, 25% entre 7-8 personnes, 15% entre 9-10 personnes et 5% ont un effectif de plus de 10 personnes.

Niveau d'étude des personnes enquêtées

Parlant du niveau d'études, 20% des enquêtés ont fréquenté l'école primaire, 30% n'ont pas achevé l'école secondaire, 10% ont fait une formation de métier, 25% sont diplômés et 25% ont un niveau supérieur ou universitaire.

La disponibilité

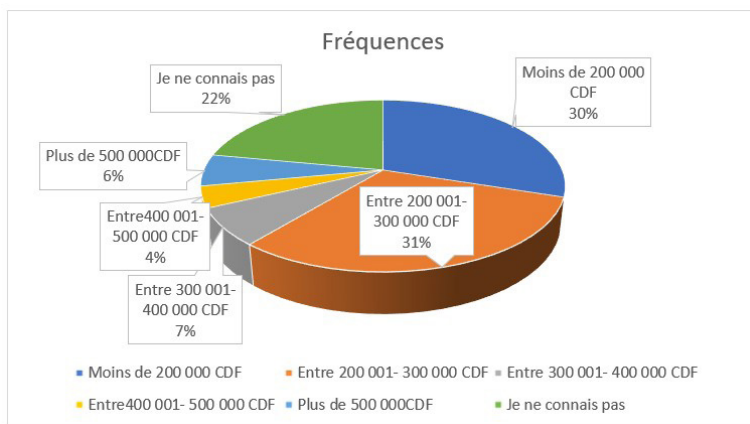
Le secteur de Lufu a un marché qui se trouve sur la route nationale Matadi – Boma et au carrefour de Matadi, Boma et Inga. Ce marché n'a pas de dépôts de stockage des marchandises. L'enquête a révélé que 77% des personnes interrogées réalisent les activités agricoles et 23% n'en font pas. Parlant de l'appréciation de la contribution aux denrées alimentaires issues de leurs activités agricoles, 38% de personnes interrogées estiment que la contribution des denrées alimentaires issues de leurs activités agricoles est faible (la contribution est moins de 50%), 22% la jugent passable (la contribution varie entre 51-70%), 13% la trouvent excellente (la contribution est au-delà de 70%) et 17% ne savent pas évaluer cette proportion.

L'accessibilité

Lufu étant un secteur rural, les agriculteurs représentent le pourcentage le plus élevé de l'échantillon (40%), suivis des fonctionnaires (24%), puis d'autres métiers (10%), des commerçants (15%), des employés dans la SNL

(9%) et les transformateurs (2%). En ce qui concerne la rémunération, plus de 60% des personnes interrogées gagnent plus ou moins 100\$/mois. Le graphique ci-dessous illustre bien cette répartition.

Graphique N°1 : La répartition des personnes interrogées selon leur rémunération mensuelle (profession principale)



Source : élaboré par nous-même sur base des données récoltées sur terrain.

Parlant du repas journalier, les informations suivantes ont été récoltées : 8% des ménages mangent une seule fois par jour (le soir), 75% ont deux repas par jour (matin et soir) et 17% des ménages ont trois repas par jour (matin, midi et soir).

La stabilité

Concernant la stabilité des denrées alimentaires sur le marché, 100% des personnes interrogées ont affirmé qu'il y a des denrées alimentaires qui ne sont pas permanentes sur le marché à cause de la saisonnalité et de la conjoncture économique du pays.

L'utilisation

Même sans faire mention de la préférence et de la qualité, 51% des personnes enquêtées estiment que la quantité de leur nourriture quotidienne est assez suffisante, 32% personnes interrogées la jugent suffisante et 17% la trouvent insuffisante. En ce qui concerne la qualité de nourriture quotidienne, seulement 9% des personnes enquêtées estiment que la qualité de leur nourriture quotidienne est très bonne contre 41% qui la jugent bonne et 50% qui la qualifient d'assez bonne. Parlant de la nourriture équilibrée, seulement 20% des personnes interrogées ont affirmé qu'elles mangent toujours ou souvent une nourriture équilibrée, 62% mangent une nourriture équilibrée seulement quand elles ont les moyens, et les autres (18%), se contentent de ce qui est disponible.

3.3. Analyse et interprétation des résultats

Cette section analysera et interprétera les résultats de notre enquête en rapport avec la thématique de la sécurité alimentaire. Elle abordera les caractéristiques sociodémographiques et les caractéristiques liées aux piliers de la sécurité alimentaire.

3.3.1. Caractéristiques sociodémographiques

La taille des ménages est parmi les éléments déterminants de la sécurité alimentaire, car plus leur taille augmente, plus ils sont exposés à la pauvreté. Dans le secteur de Lufu, 45% des ménages ont plus de 7 personnes. Cette situation aggrave la pauvreté au sein des familles. En ce qui concerne le niveau d'étude du chef de ménage, celui-ci joue un rôle très capital dans le foyer, car il peut donner à l'individu la possibilité non seulement de créer son job, mais aussi d'acquérir des connaissances sur la gestion de sa vie. Dans le secteur de Lufu, le pourcentage des enquêtés qui ne sont pas diplômés d'état (équivalent au BAC) s'élève à 60%. Or, actuellement, quand on n'a pas ne fût-ce qu'un diplôme d'état, on est considéré comme un analphabète. Cette situation contribue à l'insécurité alimentaire dans les ménages de Lufu.

3.3.2. Caractéristiques liées aux piliers de la sécurité alimentaire

Parlant de la disponibilité, la production locale du secteur de Lufu est faible à cause des conditions de travail qui sont encore archaïques et de la perturbation climatique. Ce secteur a seulement un marché, qui plus est non construit. Les vendeurs se débrouillent pour vendre. Le marché n'a pas de dépôts de stockage des produits. Ces conditions médiocres exposent la population qui est déjà vulnérable à des maladies de mains sales, et sont d'ailleurs des causes supplémentaires d'insécurité alimentaire. Par ailleurs, beaucoup de ménages ont avoué que les denrées alimentaires sont souvent périodiques. Notons que le marché de Lufu se trouve sur la route nationale entre Boma et Matadi. Ce marché a la possibilité de se ravitailler à Matadi, Boma et Inga en cas de pénurie.

Pour ce qui concerne l'accessibilité, celle-ci est surtout liée à la demande et tient compte du revenu des ménages. C'est pourquoi la profession du responsable du ménage est un élément déterminant du niveau de la sécurité alimentaire. Lufu étant un secteur rural, les agriculteurs représentent le pourcentage le plus élevé de l'échantillon, suivis des fonctionnaires. Or, le secteur agricole dans ce secteur n'est pas bien développé. La majorité des agriculteurs fait l'agriculture de subsistance. Cela signifie que ces habitants n'achètent que ce qu'ils ne produisent pas. Leur nourriture quotidienne vient souvent de leur champ, dont la production est malheureusement faible et monotone.

En ce qui concerne la rémunération, la majorité des personnes interrogées

gagne plus ou moins 100\$ par mois. C'est pourquoi, il y a seulement 30% des ménages qui sont capables de couvrir les deux bouts du mois, et 70% en sont incapables. Notons que dans ces 30%, nombreux ont au moins deux sources de revenu permanentes et les autres sont obligés de chercher d'autres ressources pour s'en sortir.

Parlant du repas journalier, les informations suivantes ont été récoltées : 8% des ménages mangent une seule fois par jour (le soir), 75% ont deux repas par jour (matin et soir) et 17% des ménages ont trois repas par jour (matin, midi et soir). Ces informations nous indiquent que l'accès au repas dans ce village pose problème. En plus, seul 20% des personnes interrogées affirment qu'elles ont l'accès chaque jour à toutes les sortes de nourritures qu'elles désirent, contre 62% des personnes interrogées qui estiment que l'accès à toutes sortes de nourritures n'est pas quotidien mais occasionnel, et 18% trouvent que l'accès à toutes sortes de nourritures est quasi impossible.

Pour la stabilité, Les denrées alimentaires ne sont pas permanentes sur le marché à cause du problème de saisonnalité, de circuit d'approvisionnement et de manque de lieux de stockage. Cela a pour conséquence la fluctuation des prix des denrées alimentaires sur le marché.

Par ailleurs, l'utilisation de la nourriture par rapport à la quantité quotidienne, même sans faire mention de la préférence et de la qualité, 68% des personnes enquêtées estiment que la quantité de leur nourriture quotidienne est assez suffisante et 32% la jugent suffisante. Par rapport à la qualité, plus de la moitié de personnes enquêtées estiment que la qualité de la nourriture vendue sur le marché est moins bonne. Certes, pendant la période de crise, un ménage ne saurait s'acheter tous les nécessaires pour se procurer une nourriture de qualité. Les démunis se contentent seulement de leur survie.

En outre, par rapport aux besoins des ménages en nourriture équilibrée, seulement 20% des personnes interrogées ont affirmé qu'elles mangent toujours ou souvent une nourriture équilibrée. Ce qui manque sur leur marché, elles le cherchent à Inga ou à Matadi. En plus, la plupart de ces personnes ont des congélateurs pour conserver les produits périssables et saisonniers. Mais 62% mangent une nourriture équilibrée seulement quand elles ont les moyens. Pour les autres (18%), l'essentiel est de trouver quelque chose à mettre sous la dent.

Ces résultats renseignent qu'il y a trois catégories de ménages en matière d'équilibre nutritionnel : une première catégorie en sécurité alimentaire (20%) ; une deuxième catégorie en insécurité alimentaire modérée (63%) ; et une troisième catégorie en insécurité alimentaire sévère (17%).

3.3.3. Causes de l'insécurité alimentaire dans le secteur de Lufu

L'analyse et l'interprétation des résultats d'enquête conduisent à conclure

que la population de Lufu vit dans l'insécurité alimentaire alarmante dont les causes sont entre autres : le faible pouvoir d'achat ou le niveau bas de revenu, le faible stock des provisions, la taille élevée des ménages, le faible niveau d'instruction du chef de ménage, l'indisponibilité des aliments nécessaires au marché, la fluctuation des prix et l'instabilité des taux de change, le manque de lieux de stockage, le déséquilibre alimentaire et l'ignorance de la population en matière de diététique alimentaire.

Par ailleurs, les résultats de l'enquête ont révélé que certains aliments ont de petites fréquences de consommation au cours de la semaine. Il y a une forte consommation des tubercules et des poissons, et une faible consommation des œufs et des fruits. Or, les œufs comme les fruits ne sont pas très coûteux dans ce secteur. Ce déséquilibre alimentaire crée la sous-alimentation et la malnutrition chez certaines personnes.

3.3.4. Conséquences de l'insécurité alimentaire

L'insécurité alimentaire est une préoccupation majeure pour les dirigeants responsables qui souhaitent avoir un capital humain dynamique. Car, l'insécurité alimentaire peut, non seulement nuire à la santé physique et mentale des individus puisqu'elle entraîne la malnutrition, mais elle peut aussi causer des dommages durables aux générations à venir et à l'environnement ; augmenter le risque de décès, retarder la croissance, diminuer l'espérance de vie et rendre la personne improductive²⁷. Le rapport de OXFAM de 2023 sur l'agriculture et la sécurité alimentaire s'aligne aussi dans la même idéologie.²⁸ Il est donc important de prendre conscience que l'insécurité alimentaire peut aboutir à cet état grave et potentiellement fatal à long terme.

4. Stratégies de lutte contre l'insécurité alimentaire dans le secteur de Lufu

Pour faire face à l'insécurité alimentaire et sur la base de nos recherches, nous proposons des stratégies de lutte contre ce fléau en cinq points :

4.1. Création d'une coopérative agricole

Le secteur de Lufu étant une agglomération rurale, l'agriculture est l'activité principale pour la majorité de la population. Même les gens qui assument d'autres fonctions (les fonctionnaires par exemple) pratiquent l'agriculture comme activité secondaire en vue non seulement de compenser le bas niveau de leur revenu, mais aussi pour leur propre consommation. La création d'une coopérative agricole les aidera à :

27. <https://www.unicef.fr/wpcontent/uploads/2022/08/Malnutrition.pdf>.

28. OXFAM, *La faim dans un monde d'abondance : des causes évitables, des solutions durables, rapport du 18 FÉVRIER 2023*.

Être crédible dans l'octroi des crédits auprès d'une banque ;

Être encadré par des structures appropriées, (INERA par exemple), en vue de professionnaliser leur agriculture. En plus, ils doivent abandonner la mentalité conservatrice et s'ouvrir aux nouvelles technologies.

Formaliser leur secteur agricole et diversifier leurs cultures.

Renforcer le système de Tontine (likelemba) et « Kimbuela ». La tontine aide les villageois à épargner de l'argent en vue de promouvoir leurs activités et le Kimbuela est un rassemblement de la force productive d'un groupe d'hommes ou de femmes, visant à réaliser ensemble, le plus rapidement possible, de grands travaux (défrichage des champs, construction des cases, récolte, etc.)²⁹. Ce système est bénéfique en milieu rural, car la force de travail de tous les participants profite successivement à chacun des membres du groupe. De cette manière, chaque participant pourra augmenter ses activités et réaliser un peu plus que s'il travaillait seul.

4.2. La promotion de la santé

Le secteur de Lufu ne dispose que d'un hôpital, d'un centre de santé et de quelques postes de santé. L'État devrait promouvoir l'accès de tous à des soins de santé de qualité, subventionner le système sanitaire, créer des assurances-maladies et des mutuelles de santé, sans oublier l'éducation nutritionnelle. Celle-ci est très importante dans la lutte contre l'insécurité alimentaire. Elle favorise la consommation de certaines denrées alimentaires ignorées par la population entre autres : les produits maraîchers, les fruits, les œufs, le soja, les chenilles, etc.

4.3. Education de la population

Le secteur n'a pas suffisamment d'écoles publiques. Le pouvoir public doit penser à construire des infrastructures capables de recevoir tous les enfants de ce secteur afin que tous profitent de cette opportunité pour, d'une part, rendre cette population productive et, d'autre part, promouvoir ce secteur en le dotant d'un capital humain dynamique.

4.4. Subvention et crédit agricole

Le secteur agricole a plusieurs particularités spécifiques qui font qu'il mérite une attention particulière de la part du pouvoir public, et doit bénéficier de mesures de soutien. Parmi ces particularités, il y a : un écosystème très riche et diversifié, la dépendance des ressources naturelles telles que la terre et l'eau pour maintenir la production, la grande demande pour les produits agro-alimentaires, et le caractère crucial des investissements dans ce secteur.

Compte tenu de ces particularités, le secteur agricole doit normalement

29. Alphonse MUNKULU, *Pratiques informelles et solidarité en Afrique*, Paris, L'Harmattan, 2008, 204.

bénéficiaire de subventions. En plus, l'État doit mettre en place des établissements de crédit spécialisés notamment des banques agricoles et des coopératives. Dans les pays en développement, le financement du secteur agricole est parmi des outils importants de contribution non seulement à l'économie nationale au niveau de l'emploi et du PIB, mais aussi à la sécurité alimentaire des populations.

4.5. Valorisation du secteur agricole

L'État a la grande responsabilité de nourrir sa population. Pour ce faire, le développement agricole doit être l'une des stratégies prioritaires du gouvernement pour combattre l'insécurité alimentaire et réduire la pauvreté. C'est pourquoi, la politique agricole doit s'insérer dans la politique globale du pays et ne peut donc être conçue ni réalisée en dehors de celle-ci.

Le développement des milieux ruraux dépend de la promotion de l'agriculture. Comme l'affirment les autorités provinciales dans le plan du développement de la province : « L'agriculture constitue la source principale d'emplois et de revenus pour environ 70% de la population. ³⁰ » Cependant, l'accès au sol (terrain) dans ces milieux ruraux devient de plus en plus difficile, d'une part, à cause de certaines personnes nanties qui achètent des grandes concessions et, d'autre part, à cause des propriétaires (autochtones) qui exigent un certain nombre de conditions à remplir. En plus, ils tracassent leurs locataires à tel point que certains sont parfois obligés de récolter certaines cultures avant leur maturation.

Pour résoudre ce problème, la loi n° 73-021 Juillet 1973 stipule que le sol et le sous-sol appartiennent à l'État. Il en est donc le premier responsable³¹. Il doit promulguer une loi qui donne des principes sur la location du sol et sécuriser les locataires et leurs biens et, procéder à la réforme foncière.

Par ailleurs, la mécanisation et l'industrialisation de l'agriculture s'avèrent être très importantes pour un bon rendement. Un tel investissement pourra non seulement permettre la création de millions d'emplois et la résorption du chômage, mais aussi offrir aux paysans la possibilité de liquider leurs marchandises et de produire davantage. Sans oublier la bonne gouvernance, ce terme est actuellement incontournable dans la gestion des affaires publiques. Selon Grégoire MASHALA, « dans la lutte contre la pauvreté, l'État de droit doit se situer au cœur de la bonne gouvernance »³².

L'État est donc le premier entrepreneur qui doit concevoir des stratégies de développement et produire des normes et règlements qui régulent l'activité économique. Dans son budget, il doit tenir compte des secteurs qui peuvent

30. Kongo Central, *Plan de Développement Provincial 2023-2027*, Matadi, p. 63.

31. Loi n°73 du 20 Juillet 1973 portant régime général des biens, régime foncier et immobilier et régime des suretés telle que modifiée et complétée par la loi n°80-008 du 18 Juillet 1980.

32. Grégoire MASHALA, *Stratégie de la réduction de la pauvreté*, Aleph Edizioni, Montespartoli, 2008, p.164.

favoriser le développement et la réduction de la pauvreté. Comme l'affirme B. Kenmogne, « l'État définit les priorités des populations en matière de développement, fixe les objectifs à atteindre, et coordonne les activités des intervenants pour un développement harmonieux de la société globale »³³. Il doit donc être capable d'identifier les secteurs prioritaires. Par ailleurs, les échanges commerciaux des denrées alimentaires avec d'autres pays sont très importants pour liquider le surplus de la production et importer ceux qui manquent afin de créer un équilibre nutritionnel.

Conclusion

La lutte contre l'insécurité alimentaire dans la province du Kongo Central est une préoccupation majeure de tous les ménages et du pouvoir étatique. Pour ce faire, l'objectif général de cette étude était de décrire et d'analyser les différents modes de consommation alimentaire des ménages du secteur de Lufu, pour identifier les causes de l'insécurité alimentaire dans ce secteur ; ensuite, d'alerter la population et les autorités sur la situation de l'insécurité alimentaire et enfin de proposer des ajustements pour réduire ou éradiquer ce problème. L'enquête a permis non seulement d'obtenir auprès des personnes enquêtées des informations sincères et crédibles en lien avec la sécurité alimentaire, mais aussi leurs avis et leurs souhaits sur l'amélioration de leurs conditions socio-économiques en vue de lutter contre l'insécurité alimentaire. Les données récoltées nous ont éclairée et déterminé nos stratégies en vue d'aider cette population à sortir de ce fléau et à avoir un capital humain dynamique.

En ce qui concerne les causes de l'insécurité alimentaire dans le secteur de Lufu, l'enquête a révélé que le faible pouvoir d'achat ou le niveau bas de revenu, le faible stock de provisions, la taille des ménages, le niveau d'instruction, l'indisponibilité des aliments nécessaires sur le marché, la fluctuation des prix, l'instabilité du taux de change, le manque de lieux de stockage, le déséquilibre alimentaire et l'ignorance de la population en matière de diététique alimentaire, sont à la base de l'insécurité alimentaire. Pour y remédier, nous avons proposé, notamment : la création d'une coopérative agricole, la promotion de la santé et de l'éducation, la subvention et le crédit agricole, et la valorisation du secteur agricole.

La sécurité alimentaire reste un défi pour certains pays en développement tels que la RDC. Le cas du secteur de Lufu n'est certainement pas unique dans le pays. Il est donc important de réfléchir sur les causes profondes et d'identifier les moyens et les stratégies nécessaires pour combattre l'insécurité alimentaire sur toute l'étendue du territoire nationale, dont le secteur de Lufu n'est qu'un maillon.■

33. Basile KENMOGNE, *Les organisations non gouvernementales et développement pacifique*, Paris, l'Harmattan, 2003, p.346